

De l'argent sur la valeur, pas sur la santé

La Confédération européenne des syndicats, avec le soutien d'économistes et de personnalités, appelle à prendre des mesures macroéconomiques extraordinaires pour faire face à la crise du COVID-19

Nous appelons les institutions européennes et les gouvernements à agir de toute urgence : notre population est étouffée par le coronavirus COVID-19, tant physiquement qu'économiquement. Personne ne devrait avoir à choisir entre se protéger soi et ses proches ou conserver son travail et ses revenus au risque de se mettre soi-même et les autres en danger.

Nous devons agir, mais surtout agir de manière forte. Nous craignons que les outils et les fonds mis aujourd'hui sur la table par les gouvernements et les institutions de l'Union européenne ne soient pas suffisants. Même un recours maximal à la flexibilité du Pacte de stabilité et de croissance ne sera qu'une goutte dans l'océan si celui-ci ne s'accompagne pas de mesures supplémentaires. La clause d'urgence du Pacte budgétaire doit être activée.

Nous exhortons toutes les institutions financières à ne pas tirer profit de cette crise sanitaire sans précédent et ainsi éviter un choc économique. Par conséquent, **nous recommandons la mise en œuvre rapide des mesures suivantes :**

- **Suspendre immédiatement les bourses** : après la chute sans précédent des marchés boursiers partout dans le monde, les entreprises et les travailleurs vont inévitablement être en difficulté et avoir du mal à accéder au crédit.
- **Abaisser le taux d'intérêt sur la facilité marginale de prêt de la Banque centrale européenne à 0 % ou moins** (il se situe actuellement à 0,25 %), abaisser le taux des opérations principales de refinancement en dessous du taux actuel de -0,75 %, et diminuer encore davantage en négatif le taux de rémunération des dépôts (actuellement à -0,5 %) pour permettre aux banques et inciter celles-ci à maintenir l'activité économique.
- Donner véritablement les moyens à la Banque centrale européenne de faire « tout ce qu'il faudra », c'est-à-dire se préparer à **recharger de manière illimitée les « bazookas » que sont les Opérations monétaires sur titres et l'Assouplissement quantitatif**. En complément, la clé de répartition du capital de la Banque centrale européenne pourrait être temporairement mise de côté à des fins de stabilité financière, certains États membres étant davantage dans le besoin que d'autres.
- **Empêcher les institutions financières d'octroyer des prêts à des taux d'intérêt positifs tant aux États membres européens qu'aux petites et moyennes entreprises.** Les PME vont soit accumuler des stocks, soit stopper leurs activités et se retrouveront dans une impasse si aucun soutien supplémentaire ne leur est apporté. Nous demandons à toutes les institutions financières, qu'il s'agisse des banques nationales de promotion économique, de la Banque européenne d'investissement ou des banques privées, de ne pas appliquer de taux d'intérêt

positifs sur les prêts afin de permettre aux entreprises de trouver une issue à la crise. Si les mesures incitatives se révèlent insuffisantes, les gouvernements doivent agir par décret et/ou offrir une garantie aux niveaux national et européen.

- **Le Mécanisme européen de stabilité a un rôle à jouer dans cette crise.** Nous exhortons les gouvernements à veiller à ce que le Mécanisme puisse lever des fonds à taux zéro ou négatif et prêter de l'argent aux États membres avec les mesures décrites ci-dessus. Les États membres pourraient en outre utiliser les lignes de précaution mises à disposition par le traité sur le Mécanisme européen de stabilité, mais sans conditions.
- En outre, **l'option de la monnaie hélicoptère par la Banque centrale européenne devrait être sérieusement envisagée** afin de, si nécessaire, contourner un mécanisme de transmission bancaire enrayé et ainsi faire face à la baisse de l'activité économique, soutenir le revenu des travailleurs et éviter la déflation.
- **Des mesures spéciales doivent être prises pour réguler les fluctuations de prix des produits vitaux et du logement** ; tout abus lié à la situation de crise doit être sévèrement condamné.

Nous devons veiller à ce que les mesures d'urgence qui doivent être mises en place aujourd'hui soient suivies de mesures plus structurelles et éclairées afin de promouvoir l'investissement et un développement économique durable. **Nous devons tirer parti de la révision en cours de la gouvernance économique dans l'Union européenne lancée récemment par la Commission européenne** : une révision complète du cadre budgétaire européen sur la base de principes économiques rationnels est absolument nécessaire.

Les services publics et les travailleurs des services publics font un travail incroyable pour protéger et soigner la population pendant cette crise inédite, et il est temps de leur assurer un financement durable en sévissant contre l'évasion et l'évitement fiscale. Les félicitations sont bienvenues, les financements sont nécessaire.

Il est plus que jamais évident que des transferts fiscaux, de quelque nature que ce soit, entre États membres ainsi qu'une capacité -fiscale centralisée européenne émettant des actifs sûrs sont nécessaires dès maintenant, bien qu'il semble que de tels objectifs ne soient pas encore réalisables.

En fin de compte, il s'agit de contrôler démocratiquement notre système financier et de prendre les mesures nécessaires pour sauver les moyens de subsistance des citoyens ainsi que l'activité économique. Agir rapidement et de concert est la seule réponse efficace à une crise qui nous touche tous.

Nous devons agir ensemble si nous ne voulons pas tomber dans un nationalisme mesquin et clivant. Nous devons agir ensemble parce que nous sommes confrontés à la même menace et que le virus ne s'arrête pas aux frontières. Faisons preuve de solidarité, pour la liberté des peuples et pour le bien commun. Ensemble, nous sommes plus forts.